



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

07 JUIN 2021

Paris, le

01 JUIN 2021

LE MINISTRE

N/Réf : CE 829211

V/Réf :

Monsieur le Député,

Par courrier en date du 30 janvier 2021, vous avez appelé mon attention sur la situation économique des producteurs et l'état des lieux de la loi du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite loi EGalim, votée en 2018.

Les prix payés aux producteurs, ainsi que les relations entre la production agricole, les industriels et les distributeurs, sont une préoccupation constante du Gouvernement car il en va de la souveraineté alimentaire de notre pays.

Issue des Etats Généraux de l'Alimentation (EGA), qui avaient fait l'objet d'un consensus rare, la loi EGalim, a constitué une avancée notable pour une meilleure répartition de la valeur sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Elle a permis d'inscrire dans les pratiques de nouveaux modes de négociations, en inversant la construction du prix. Ce nouveau paradigme a permis une évolution majeure : changer l'état d'esprit des relations et lancer une dynamique collective inédite.

Cette loi a donné des premiers résultats encourageants, en particulier dans la filière laitière. Ainsi, l'ensemble des dispositions de la loi EGalim a contribué à améliorer les relations commerciales et le niveau du prix du lait payé aux producteurs. Même si la crise sanitaire a impacté les prix en 2020, en 2019, le prix du lait payé aux producteurs est ainsi resté au-dessus du prix de 2018 tout au long de l'année. Grâce aux dispositions de la loi EGalim, la baisse saisonnière des prix du lait, observée chaque année au printemps lors de la période du pic de production, a été très limitée.

...../.....

Monsieur Didier LE GAC
Député du Finistère
Assemblée nationale
126, rue de l'Université
75355 PARIS 07 SP

De manière générale et malgré des différences entre filières, la déflation des prix d'achat en grandes et moyennes surfaces a été stoppée, en particulier sur les produits à forte composante agricole même si la crise sanitaire et économique qui a marqué l'année 2020 a fragilisé la filière alimentaire, notamment par une réduction très forte de certains débouchés (restauration hors domicile notamment).

En outre, les interprofessions ont mené un important travail pour élaborer et diffuser des plans de filières incluant des indicateurs de référence, même si ceux-ci sont encore inégalement mobilisés en fonction des filières.

Si elle n'a pas encore permis d'aboutir à des conclusions définitives, une première évaluation des dispositions expérimentales concernant le seuil de revente à perte et l'encadrement des promotions montre néanmoins que ces dispositions n'ont pas augmenté les prix aux consommateurs, malgré les craintes initiales des associations de consommateurs. De nouvelles évaluations seront produites en octobre 2021 et octobre 2022.

À l'occasion du cycle annuel de négociations commerciales 2021, la Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie et moi-même nous sommes fortement mobilisés et avons appelé à la responsabilité et à l'engagement des distributeurs.

Ainsi, les comités de suivi des relations commerciales ont permis de constater que l'action du Gouvernement avait permis des avancées significatives en matière de négociations commerciales, même si les hausses passées, notamment en matière de produits à forte composante agricole, auraient pu au regard de la forte augmentation des coûts de production, être supérieures.

Les contrôles de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ont été très fortement intensifiés durant cette période de négociations commerciales. Ils ont démontré que certaines dispositions de la loi n'étaient pas encore totalement appliquées, comme celles relatives aux indicateurs des coûts de production. Certaines enquêtes sont d'ailleurs toujours en cours pour vérifier la caractérisation de prix anormalement bas, notamment dans le secteur de la viande de porc. Une adresse de signalement (signalement@agriculture.gouv.fr) des prix paraissant très bas au regard des coûts de production ou présentant un étiquetage sur l'origine défectueux a été mise en place sur ce sujet afin de faciliter l'identification de ces cas.

Les pratiques commerciales déloyales sont plus que jamais sanctionnées. En témoignent l'action judiciaire engagée contre une centrale de référencement internationale (amende demandée de 150 millions d'euros) et la sanction administrative de 425 000 euros prononcée contre une grande enseigne pour le non-respect de règles d'encadrement des promotions en valeur.

Par ailleurs, le Médiateur des relations commerciales agricoles a été largement mobilisé dans le cadre de ces négociations commerciales et son action a permis de débloquer 5 fois plus de dossiers qu'en 2020.

Afin de faire vivre l'esprit des EGA et de proposer des recommandations permettant d'améliorer la mise en œuvre de la loi EGAlim, la Ministre chargée de l'Industrie et moi-même avons confié une mission à Monsieur Serge PAPIN, ancien co-président de l'atelier 5 des EGA sur la répartition de la valeur et ancien dirigeant du groupement Système U. Son rapport de mission a été rendu le 25 mars 2021 et vise en particulier à renforcer la marche en avant de la construction du prix, la transparence dans les relations commerciales et le dispositif de médiation.

S'appuyant sur ces recommandations ainsi que sur des travaux parlementaires, dans le cadre de la commission de l'Assemblée nationale sur la grande distribution, Monsieur Grégory BESSON-MOREAU, Député de l'Aube, a déposé une proposition de loi le 15 avril 2021 visant à protéger la rémunération des agriculteurs.

...../...

Cette proposition met en lumière des principes forts : la contractualisation obligatoire et pluriannuelle, la traçabilité du prix de la matière première agricole d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire ainsi que sa non-négociabilité au sein des contrats suivants, l'inclusion des clauses d'indexation ou encore le renforcement de la médiation par la création d'un comité des différends comme de l'indication de l'origine.

Le Gouvernement soutient pleinement le contenu de ce texte ambitieux et très attendu, qui devrait être inscrit dans le calendrier parlementaire avant l'été 2021. Il organisera une concertation des parties prenantes sur ces dispositions, de façon à y apporter les ajustements qui seraient nécessaires lors de l'examen par la représentation nationale.

Je vous prie de croire, Monsieur le Député, à l'assurance de ma considération distinguée.

Julien DENORMANDIE